

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1930

Projet de loi approuvant le Traité d'Amitié conclu à Téhéran, le 23 mai 1929, entre la Belgique et la Perse.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le 10 mai 1927, le Gouvernement persan a dénoncé le Traité d'Amitié et de Commerce conclu entre la Belgique et la Perse du 31 juillet 1857. Ce Traité, qui régissait l'ensemble des relations entre les deux pays, était basé sur le régime capitulaire et contenait, par conséquent, comme tous les Traités dits inégaux conclus à cette époque entre les Puissances d'Europe et les pays hors chrétienté, des clauses qui ne cadrent plus avec les conditions de la vie politique et économique de ces pays.

La Perse, suivant en cela l'exemple de la Chine, du Siam et de la Turquie, et consciente de son évolution, a désiré s'affranchir de servitudes qui ne se justifiaient plus et qui restreignaient sa souveraineté. Elle a donc pris l'initiative de notifier aux diverses Puissances, suivant les règles et les délais prescrits, son intention de dénoncer les Traités existants et son désir de conclure des Conventions nouvelles et mieux appropriées.

Le Gouvernement du Roi, en prenant acte de cette dénonciation, accueillit avec sympathie l'offre du Gouvernement de Téhéran d'entrer en pourparlers avec lui pour fixer les termes du nouveau statut qui, basé sur le régime de la réciprocité, réglerait, dorénavant, les rela-

tions entre les deux pays et entre leurs ressortissants respectifs. Comme ces pourparlers devaient nécessiter de longs délais, la Perse étant entrée simultanément en négociations avec plusieurs pays, les deux Gouvernements eurent soin, dès que le Traité de 1857 vint à expiration, c'est-à-dire le 10 mai 1928, de régler provisoirement leurs relations par un Accord, d'une durée limitée à un an.

Les négociations furent poursuivies à Téhéran par le Ministre de Belgique et aboutirent à un accord d'ensemble, dont les dispositions furent arrêtées au mois de mai de cette année. Les deux Gouvernements estimèrent, toutefois, qu'il était préférable de répartir ces dispositions dans des Traités distincts, suivant leur nature particulière. C'est ainsi que furent signées trois Conventions, à savoir : une Convention de Commerce et de Navigation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Perse ; un Traité d'Etablissement contenant des clauses d'établissement à caractère non commercial ; et, enfin, un Traité d'Amitié. Les deux premiers Accords font l'objet de projets de lois distincts, soumis à votre approbation en même temps que le projet ci-joint.

Le Traité d'Amitié, en son article 1^{er}, contient une stipulation générale, conçue dans les termes usuels, prévoyant qu'il

y aurait paix perpétuelle et amitié constante entre les Hautes Parties Contractantes, ainsi qu'entre leurs sujets.

Par les articles 2 et 3, les deux Gouvernements s'engagent à établir leurs relations diplomatiques et consulaires, conformément aux principes et à la pratique du droit commun international, avec bénéfice du traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

L'article 4 contient, pour les deux Etats intéressés, l'engagement de régler leurs relations commerciales, douanières et de navigation, l'admission de Consuls sur leurs territoires respectifs, ainsi que les conditions d'admission et de séjour dans le territoire de chacun d'eux des ressortissants de l'autre Etat, par des Conventions qu'ils se réservent de conclure en conformité avec les principes et la pratique du droit commun international et sur les bases d'une parfaite réciprocité et égalité.

Parmi les Conventions auxquelles cet article fait allusion, deux — ainsi qu'il l'a été dit plus haut — ont déjà été signées ; ce sont la Convention de Commerce et de Navigation, ainsi que le Traité d'Etablissement.

Les dispositions de l'article 5 sont d'une nature particulièrement importante. Elles prévoient le règlement pacifique, par voie de recours à l'arbitrage, suivant des conditions déterminées, de certains conflits qui pourraient surgir entre les deux pays. C'est ainsi que les différends qui naîtraient entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application des dispositions de tous les Traités conclus ou à conclure, seront déferés à un Tribunal arbitral, dont la composition et la procédure sont soumises à des règlements inscrits dans le présent Traité.

En ce qui concerne les conflits autres

que ceux mentionnés ci-dessus, les Parties Contractantes s'engagent à ne recourir qu'à des moyens pacifiques pour les aplanir et elles promettent de déterminer dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la plus appropriée. Elles conviennent, en outre, que dans le cas où elles adhéreraient à l'Acte Général d'Arbitrage du 26 septembre 1928 ou à la Cour Permanente de Justice Internationale (la Belgique est Partie à ces deux Conventions, respectivement depuis le 18 mai 1929 et le 10 mars 1926), les stipulations de ces Actes seraient éventuellement appliquées, nonobstant les dispositions relatives à l'arbitrage faisant l'objet du présent article 5.

Aucune limitation de durée n'est prévue pour le Traité d'Amitié. Toutefois, un Protocole final stipule que la clause concernant l'arbitrage pourra être révisée dix ans après la date de l'échange des ratifications.

Enfin, dans une lettre annexée au Traité, le Gouvernement persan a tenu à préciser que s'il s'est abstenu d'indiquer dans le Traité même qu'il se réserve de refuser et de retirer l'exequatur aux Consuls étrangers exerçant leurs fonctions sur son territoire, sans avoir à justifier ses motifs ni à subordonner sa décision à l'agrément de l'autre Partie, c'est qu'il est superflu de le dire, parce que c'est là une question de droit international et un fait qui découle de la souveraineté de l'Etat.

Le « Medjliss » persan, en sa séance du 27 juin dernier, à la quasi unanimité de la Chambre, a ratifié le présent Accord.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
HYMANS.

A N N E X E**Traité d'Amitié conclu entre la Belgique et la Perse à Téhéran le 23 mai 1929.**

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, animés d'un égal désir de resserrer les rapports traditionnels d'amitié qui unissent si heureusement la Belgique et la Perse, ont résolu de conclure un Traité d'Amitié et, à cet effet, ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence Monsieur Maurice Cuvelier, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Perse ;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse :

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre les Hautes Parties Contractantes, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs.

ART. 2.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour établir des relations diplomatiques et consulaires entre les deux Etats, conformément aux principes généraux et à la pratique du droit international.

Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'Elles recevront sur le territoire de l'Autre, à charge de réciprocité, le traitement consacré par le droit commun international, traitement qui ne pourra être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

ART. 3.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de nommer ses représentants consulaires sur le territoire de l'Autre, qui résideront, soit dans la capitale, soit dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider. Ils ne pourront pas exercer leurs fonctions avant d'avoir régulièrement reçu l'exequatur, conformément aux règles admises par le droit commun international.

ART. 4.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour régler leurs relations commerciales, douanières et de navigation, l'admission de Consuls sur leurs territoires respectifs, ainsi que les conditions d'admission et de séjour dans le territoire de chacune d'Elles des ressortissants de l'Autre Partie, par des Conventions qu'Elles se réservent de conclure, en conformité avec les principes et la pratique du droit commun international et sur les bases d'une parfaite réciprocité et égalité.

ART. 5.

Les Etats Contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les Traités et Conventions conclus ou à conclure, y compris le présent Traité et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également, le cas échéant, à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application des dits Traités et Conventions.

La décision du Tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige, le Tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats Contractants et de la façon suivante : dans le délai de trois mois, à dater du dépôt de la demande, chacun des deux Etats désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un Etat tiers.

Si, à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'Etat défendeur n'a pas désigné d'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'Etat demandeur, par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale, parmi les ressortissants de l'Etat défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis saisissant le Tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas, où le délai de deux mois écoulé, les deux Etats ne se seraient pas entendus sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au Tribunal arbitral saisi par l'Etat demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au Tribunal arbitral ou

si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le différend dans un délai raisonnable qui devra, d'ailleurs, être fixé dans le règlement de procédure, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et, à défaut, d'un compromis entre les deux Etats Contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le Tribunal, ainsi formé, déterminera sa procédure et règlera le différend.

Toutes les décisions du Tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de Traités ou Conventions et qui n'auraient pu être réglés, de façon satisfaisante, par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties Contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que Membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront, dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, au surplus, que, au cas où Elles viendraient toutes deux à adhérer

à l'Acte Général d'Arbitrage du 26 septembre 1928 ou au Protocole relatif à la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale du 16 décembre 1920, les stipulations de ces Actes se trouveraient éventuellement d'application, nonobstant les stipulations du présent article.

ART. 6.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran, le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 23 mai 1929.

MAURICE CUVELIER.
M. FARZINE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'Amitié conclu aujourd'hui entre la Belgique et la Perse, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante, qui constituera partie intégrante du Traité même :

Les Gouvernements belge et persan se réservent le droit d'examiner à nouveau les dispositions de l'article 5

du Traité d'Amitié, à l'expiration d'une période de dix ans à dater de l'échange des ratifications du dit Traité.

Fait à Téhéran, le 23 mai 1929.

MAURICE CUVELIER.
M. FARZINE.

Téhéran, le 23 mai 1929.

N° 2855.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment où nous allons signer le Traité d'Amitié entre nos deux pays, je tiens, au nom du Gouvernement Impérial, à préciser que si nous nous sommes abstenus d'indiquer dans le Traité même que nous nous réservons de refuser et de retirer l'exequatur aux Consuls désignés par toute autre Puissance sur notre territoire, sans avoir à justifier nos motifs ni à subordonner notre décision à l'agrément de l'autre Partie, c'est qu'il est superflu de le dire, parce que c'est de droit international et, d'ailleurs, découle de la souveraineté de l'Etat. Mais il va de soi que nous nous réservons les droits en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

M. FARZINE.

Son Excellence

*Monsieur Maurice Cuvelier,
Ministre de Belgique à Téhéran.*

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1930

Wetsontwerp tot goedkeuring van het Vriendschapsverdrag gesloten te Teheran op 23 Mei 1929 tusschen België en Perzië.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 10 Mei 1927 heeft de Perzische Regeering het op 31 Juli 1857 tusschen België en Perzië gesloten Vriendschaps- en Handelsverdrag opgezegd. Dit Verdrag dat het geheel der betrekkingen tusschen de beide landen beheerschte, was gesteund op het regime der capitulatiën en bevatte dus, zooals al de zoogenaamde ongelijke verdragen op dit tijdstip gesloten tusschen de Europeesche mogendheden en de landen buiten de Christenheid, bepalingen die niet meer overeenkomen met de voorwaarden van het politieke en economische leven dezer landen.

Perzië, daarin het voorbeeld navolgend van China, van Siam en van Turkije, en bewust van zijne evolutie, heeft zich willen vrijmaken van dienstbaarheden die zich niet meer lieten rechtvaardigen en die zijne souvereiniteit beperkten. Het heeft dus het initiatief genomen aan de verscheidene Mogendheden, overeenkomstig de voorgeschreven regels en termijnen, kennis te geven van zijn voornemen de bestaande verdragen op te zeggen en van zijn wensch nieuwe en meer geschikte overeenkomsten te sluiten.

De Regeering des Konings heeft akte genomen van deze opzegging en tevens met sympathie het voorstel aanvaard der Regeering van Teheran om met haar

besprekingen aan te knopen ten einde de termen vast te stellen van het nieuwe statuut dat, steunend op het regime der wederkeerigheid, voortaan de betrekkingen tusschen de beide landen en tusschen hunne respectieve onderhoorigen zou regelen. Daar deze besprekingen langen tijd in beslag moesten nemen, door het feit dat Perzië met verschillende landen tegelijk onderhandelingen had aangeknoopt, hebben beide Regeeringen, zoodra het Verdrag van 1857 vervallen was, dit is op 10 Mei 1928, hunne betrekkingen voorloopig geregeld door een akkoord waarvan de duur tot een jaar beperkt was.

De onderhandelingen werden te Teheran door den Minister van België vervolgd en leidden tot een algemeen akkoord waarvan de beschikkingen in de maand Mei van dit jaar werden vastgesteld. Beide Regeeringen waren evenwel van meening dat het verkieslijk was deze beschikkingen in afzonderlijke verdragen onder te brengen volgens hun bijzonder aard. Alzoo werden er drie overeenkomsten ondertekend, te weten: eene Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië; een Vestigingsverdrag bevattend vestigingsbepalingen van niet-commercieel aard; en ten slotte een Vriendschapsverdrag. De twee eerste akkoorden maken het voorwerp uit van afzonder-

lijke wetsontwerpen die samen met het bijgaande ontwerp aan uwe goedkeuring onderworpen worden.

In artikel 1 bevat het Vriendschapsverdrag eene algemeene bepaling opgesteld in de gebruikelijke bewoordingen en waarbij wordt voorzien dat er eeuwigdurende vrede en trouwe vriendschap zou bestaan tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen alsmede tusschen hunne onderdanen.

Door artikels 2 en 3 gaan beide Regeeringen de verplichting aan, hunne diplomatieke en consulaire betrekkingen in te richten overeenkomstig de beginselen en de gebruiken van het internationaal gemeen recht, met genot der wederzijdsche behandeling van meestbegunstiging.

Artikel 4 bevat voor beide belanghebbende Staten de verplichting hunne handels-, douane- en scheepvaartbetrekkingen, de toelating van consuls op hunne respectieve grondgebieden, alsmede de voorwaarden van toelating en van verblijf, op het grondgebied van ieder van hen, van de onderhoorigen van den anderen Staat, te regelen door overeenkomsten welke zij zich voorbehouden te sluiten overeenkomstig de beginselen en de gebruiken van het internationaal gemeen recht en op grondslag eener volkomen wederkeerigheid en gelijkheid.

Van de overeenkomsten waarvan dit artikel gewag maakt, werden er, zooals hierboven gezegd, reeds twee ondertekend, namelijk de Handels- en Scheepvaartovereenkomst alsmede het Vestigingsverdrag.

De beschikkingen van artikel 5 zijn van bijzonder belangrijken aard. Zij voorzien de vreedzame regeling door middel van arbitrage, volgens bepaalde voorwaarden, van zekere conflicten die tusschen beide landen zouden kunnen oprijzen. Zoo zullen de geschillen die tusschen hen zouden ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing van al de de gesloten of te sluiten verdragen verwezen worden naar een scheidsgerecht waarvan de samenstelling en de procedure onderworpen zijn aan reglementen die in dit Verdrag zijn ingeschreven.

Wat betreft de andere conflicten, dan de hierboven vermelde, verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe, slechts vreedzame middelen te gebruiken om ze te beslechten en zij beloven, voor ieder geval, door een bijzonder compromis, de procedure te bepalen die hun als de meest geschikte zal voorkomen. Zij komen bovendien overeen dat, ingeval zij zouden toetreden tot de Algemeene Arbitrage-Akte van 26 September 1928 of tot het Bestendige Hof van Internationale Justitie (België is Partij bij deze beide overeenkomsten, respectievelijk sedert 18 Mei 1929 en 10 Maart 1926), de bepalingen dezer akten eventueel van toepassing zouden zijn, niettegenstaande de bepalingen betreffende de arbitrage welke voorkomen in het besproken artikel 5.

Er is voor het Vriendschapsverdrag geenerlei beperking van duur voorzien. Evenwel wordt er in een slotprotocol bepaald dat de bepaling betreffende de arbitrage zal kunnen herzien worden tien jaar na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Ten slotte heeft de Perzische Regeering, in een bij het Verdrag gevoegden brief, er aan gehouden vast te stellen dat, wanneer zij er zich van onthouden heeft in het Verdrag zelf te vermelden dat zij zich het recht voorbehoudt het exequatur te weigeren aan vreemde consuls die hun ambt op haar grondgebied uitoefenen, of hun dit exequatur te onttrekken zonder hare redenen te moeten doen kennen noch haar besluit aan de goedkeuring der andere Partij te moeten onderwerpen, zulks geschied is omdat het overbodig is dit te vermelden, daar het hier geldt eene kwestie van internationaal recht en tevens een feit dat uit de souveriniteit van den Staat voortvloeit.

De Perzische « Medjliss » heeft in zijn zitting van 27 Juni j.l. dit akkoord bijna met algemeene stemmen bekrachtigd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
HYMANS.

B I J L A G E

Vriendschapsverdrag gesloten te Teheran op 23 Mei 1929 tusschen België en Perzië.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië, bezielde met den gelijken wensch om de traditioneele vriendschapsbetrekkingen, die op zoo gelukkige wijze België en Perzië verbinden, nauwer aan te halen, hebben besloten een Vriendschapsverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Zijne Excellentie den heer Maurits Cuvelier, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in Perzië;

Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië :

Zijne Excellentie Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Beheerder van zijn Ministerie van Buitenlandsche Zaken; welke, na hunne respectieve volmachten aan elkander medegedeeld te hebben en in goeden en behoorlijken vorm bevonden te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

Er zal eeuwigdurende vrede en trouwe vriendschap bestaan tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, alsmede tusschen hunne respectieve onderdanen.

ART. 2.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn het eens om diplomatieke en consu-

laire betrekkingen tusschen beide Staten tot stand te brengen, overeenkomstig de algemeene beginselen en de gebruiken van het Volkenrecht.

Zij komen overeen dat de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigers van elk Harer op het grondgebied der Andere op last van wederkeerigheid de door het internationaal gemeenrecht bevestigde behandeling zullen ontvangen, welke behandeling niet minder gunstig zal mogen zijn dan degene verleend aan de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigers van de meest-begunstigde natie.

ART. 3.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal het recht hebben hare consulaire vertegenwoordigers op het grondgebied der Andere te benoemen; deze zullen verblijven hetzij in de hoofdstad, hetzij in de voornaamste steden waar het aan dergelijke vreemde agenten in het algemeen toegelaten is te verblijven. Zij zullen hun ambt niet mogen uitoefenen alsvorens regelmatig het exequatur ontvangen te hebben, overeenkomstig de door het internationaal gemeenrecht aanvaarde regels.

ART. 4.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn het eens om hunne handels-, douane- en scheepvaartbetrekkingen, de toelating van consuls op hunne respectieve grondgebieden, alsmede de voor-

waarden van toelating en van verblijf op het grondgebied van elk Harer van de onderhoorigen der Andere Partij, te regelen door overeenkomsten welke Zij zich voorbehouden te sluiten overeenkomstig de beginselen en de gebruiken van het internationaal gemeen recht en op grondslag van een volkomen wederkeerigheid en gelijkheid.

ART. 5..

De Verdragsluitende Staten komen overeen al de geschillen die tusschen hen zouden oprijzen aangaande de toepassing of de uitlegging van de bepalingen van al de gesloten of te sluiten verdragen en overeenkomsten, met inbegrip van dit verdrag, en die binnen een redelijken termijn niet in der minne door de gewone diplomatieke middelen geregeld konden worden, aan arbitrage te onderwerpen.

Deze beschikking zal eveneens in voorkomend geval toepasselijk zijn op de voorafgaande kwestie of het geschil betrekking heeft op de uitlegging of op de toepassing van gezegde verdragen en overeenkomsten.

De uitspraak van het scheidsgerecht zal voor de Partijen bindend zijn.

Voor elk geschil zal het scheidsgerecht samengesteld worden op verzoek van een der Verdragsluitende Partijen en wel op de volgende wijze : binnen den termijn van drie maanden, te rekenen van de nederlegging van het verzoek, zal elk van beide Staten een scheidsrechter aanwijzen, die onder zijne onderhoorigen of onder de onderhoorigen van een derden Staat zal kunnen gekozen worden.

Indien bij het verstrijken aan bovenvermelden termijn van drie maanden, de verwerende Staat geen scheidsrechter heeft benoemd, dan zal op verzoek van den aanleggenden Staat de keus worden gedaan door den Voorzitter van het Bestendig Hof voor Internationale Justitie onder de onderhoorigen van den verwerenden Staat.

Binnen een nieuwen termijn van twee maanden zullen de Partijen het eens worden over de termen van het compromis, dat het geschil bij het scheidsgerecht aanhangig maakt, dezès bevoegdheid bepaalt, de punten waarover het geschil gaat aanduidt en de te volgen proceduur om er een oplossing aan te geven vaststelt. Ingeval, na verloop van den termijn van twee maanden, beide Staten het niet eens zouden geworden zijn over het compromis, dan zal de zorg om dit op te stellen toevertrouwd worden aan het scheidsgerecht waarbij de zaak door den aanleggenden Staat aanhangig werd gemaakt.

Indien de twee scheidsrechters niet kunnen overeenkomen aangaande het opmaken van een compromis, binnen den termijn van twee maanden te rekenen van het oogenblik waarop deze zorg aan het scheidsgerecht werd toevertrouwd of indien de twee scheidsrechters er niet toe komen het geschil te regelen binnen een redelijken tijd, die trouwens in het reglement aan rechtspleging zal moeten vastgesteld worden, dan zullen de twee Staten als derden scheidsrechter een onderhoorige van een derden Staat kiezen. Indien de Staten het niet eens worden over de keus van een derden scheidsrechter binnen den tijd van twee maanden, te rekenen van het oogenblik waarop het verzoek tot benoeming van een derden scheidsrechter ingediend werd, dan zullen zij samen of, bij gebreke van indiening van dit gezamenlijk verzoek binnen een nieuwen termijn van twee maanden, dan zal de meest gereede van beiden den Voorzitter van het Bestendig Hof van Internationale Justitie verzoeken dezen derden scheidsrechter te benoemen onder de onderhoorigen van derde Staten. In gemeen overleg tusschen Partijen zal hem een lijst overhandigd kunnen worden van de derde Staten waartoe zijne keus zich zal moeten beperken. Zij behouden zich het recht voor, zich vooraf voor een bepaalde periode te verstaan over de aanwijzing van den derden scheidsrechter.

Ingeval men heeft moeten overgaan

tot de aanwijzing van een derden scheidsrechter en bij gebrek aan een compromis tusschen beide Verdragsluitende Staten waarbij de procedure werd vastgesteld die, te rekenen van deze aanwijzing gevolgd moet worden, zal de derde scheidsrechter zich bij de twee eerste scheidsrechters aansluiten en de aldus gevormde rechtbank zal zelf hare procedure bepalen en het geschil beslechten.

Al de beslissingen van het scheidsgerecht zullen bij meerderheid van stemmen genomen worden.

Voor elk ander geschil dan degene die betrekking hebben op de toepassing of de uitlegging der verdragen of overeenkomsten en die niet op voldoende wijze geregeld konden worden door de gewone diplomatieke middelen, komen de Hooge Verdragsluitende Partijen, hunne verplichtingen als leden van den Volkenbond eerbiedigend, overeen hunne toevlucht slechts te nemen tot procedures van vreedzame regeling. Zij zullen in elk geval door een bijzonder compromis de procedure bepalen die hun het meest geschikt zal voorkomen.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen bovendien overeen dat, ingeval zij beiden zouden toetreden tot de Algemeene Arbitrage-Akte van 26 September 1928 of tot het Protocol betreffende de verplichte bevoegdheid van het Bestendige Hof van Internationale Justitie van 16 December 1920, de bepalingen dezer Akten eventueel van toepassing zouden zijn, niettegenstaande de bepalingen van dit artikel.

ART. 6.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoodra mogelijk te Teheran uitgewisseld worden. Het zal in werking treden den vijftienden dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Ter Oorkonde waarvan de respectievelijk

Gevolmachtigden dit Verdrag geteekend hebben en er hunne zegels op aangebracht hebben.

Gedaan te Teheran, den 23^{de} Maart 1929.

MAURICE CUVELIER.

M. FARZINE.

SLOTPROTOCOL

Bij het onderteekenen van het Vriendschapsverdrag, gesloten den dag van heden tusschen België en Perzië, hebben de onderteekende Gevolmachtigden de volgende verklaring afgelegd die een wezenlijk deel van het Verdrag zelf zal uitmaken.

De Belgische en de Perzische Regeeringen behouden zich het recht voor de beschikkingen van artikel 5 van het Vriendschapsverdrag opnieuw te onderzoeken bij het verstrijken van een periode van tien jaar te rekenen van den datum van uitwisseling der bekrachtigingen van gezegd Verdrag.

Gedaan te Teheran, den 23^{de} Mei 1929.

Maurice CUVELIER,

M. FARZINE.

Teheran, 23 Mei 1929.

N° 2855.

MIJNHEER DE MINISTER,

Op het oogenblik waarop wij het Vriendschapsverdrag tusschen onze beide Landen gaan onderteekenen houd ik er aan in naam van de Keizerlijke Regeering vast te stellen dat, wanneer wij ons van onthouden hebben in het Verdrag zelf te vermelden dat wij ons het recht voorbehouden het exequatur

te weigeren aan consuls benoemd door elke andere Mogendheid op ons grondgebied of hun dit exequatur te onttrekken, zonder onze redenen te moeten doen kennen, noch ons besluit aan de goedkeuring der andere Partij te moeten onderwerpen, zulks gebeurde omdat het overbodig is het te vermelden, omdat dit recht door het Volkenrecht erkend is en trouwens voortvloeit uit de souvereiniteit van den Staat. Maar het spreekt van zelf dat wij ons de rechten waarvan sprake voorbehouden.

Gelief, Mijnheer de Minister de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

M. FARZINE.

Zijne Excel'entie

*den Heer Maurits CUVELIER,
Minister van België,
te Teheran.*

(ANNEXE AU N° 78.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1929-1930

**Projet de Loi approuvant le traité d'amitié
conclu à Téhéran, le 23 mai 1929, entre
la Belgique et la Perse.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etran-
gères est chargé de présenter, en Notre
Nom, aux Chambres législatives, le
Projet de Loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité d'Amitié conclu à Téhéran,
le 23 mai 1929, entre la Belgique et la
Perse, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

(BIJLAGE VAN N° 78.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1929-1930

**Wetsontwerp tot goedkeuring van het
Vriendschapsverdrag op 23 Mei 1929,
te Teheran gesloten tusschen België en
Perzie.**

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL !*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast in Onzen Naam, bij de
Wetgevende Kamers het Wetsontwerp
in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Vriendschapsverdrag op 23 Mei
1929 te Teheran gesloten tusschen
België en Perzië, zal zijn geheel en
volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, 6 Februari 1930.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,